

CIN2 Deuxième Conférence internationale sur la nutrition

une meilleure nutrition c'est une meilleure qualité de vie



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

F

RÉUNION TECHNIQUE PRÉPARATOIRE EN VUE DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION (CIN-2)

Rome, 13-15 novembre 2013

Première séance

*Défis nutritionnels et évolution des systèmes alimentaires:
perspectives mondiales et nationales*

Questions d'alimentation: approches et indicateurs permettant d'évaluer le rôle de l'agriculture dans la nutrition

Résumé

D. Rose

I. Principaux enjeux

1) Comment l'agriculture peut-elle améliorer la nutrition? Pour répondre à cette question, nous avons besoin d'une base d'informations qui permette de surveiller les impacts des politiques et des programmes sur l'alimentation. Ce document s'intéresse au côté «alimentation» du modèle causal classique de la malnutrition, en l'étoffant d'informations plus précises sur les liens entre l'agriculture, la sécurité alimentaire des ménages et l'apport alimentaire, et en rapprochant ces liens des points d'ancrage d'interventions spécifiques. Il passe en revue les indicateurs et les systèmes de collecte de données avec lesquels il est possible, en évaluant l'apport alimentaire au niveau des individus, la sécurité alimentaire des ménages et les disponibilités alimentaires nationales, de mesurer les progrès accomplis aux différents stades de ce modèle.

2) **Modèle causal étoffé:** l'accès des ménages à la nourriture est un facteur clé de la quantité et de la qualité des régimes alimentaires individuels. Les ménages se procurent cette nourriture principalement en l'achetant ou en la produisant eux-mêmes. Les interventions conçues pour augmenter la production familiale (telles que celles ciblant l'élevage, l'aquaculture, l'horticulture ou la biofortification) peuvent accroître les disponibilités en micronutriments et en énergie. De même, les initiatives visant à augmenter le rendement des

cultures céréalières de base permettent d'augmenter les disponibilités énergétiques. Cependant, les denrées produites par les ménages pouvant généralement être vendues, l'impact net de l'accroissement des disponibilités sur la consommation des ménages dépend des connaissances et préférences des consommateurs, des prix et des revenus. Le lien déterminant entre revenu et achats fait qu'une plus forte production de cultures commerciales peut aussi agir sur la consommation. L'amélioration de la production agricole des femmes permet d'intensifier les effets obtenus, car celles-ci font généralement une plus large place à l'alimentation dans leurs dépenses que les hommes.

3) Le comportement présidant à la distribution à l'intérieur du foyer détermine comment on passe de la consommation du ménage aux régimes alimentaires individuels de ses membres. Plusieurs facteurs influent sur ce passage, notamment le niveau d'instruction des adultes du ménage et le contrôle qu'ils ont sur les ressources. Une agriculture qui se préoccupe de la parité hommes-femmes afin d'éliminer les obstacles que ces dernières rencontrent dans l'accès à l'outillage, au crédit et aux autres intrants peut améliorer la place des femmes au sein des ménages. En définitive, l'adéquation des régimes alimentaires individuels dépend à la fois des apports et des besoins. En réduisant la dépense calorique, et donc les besoins énergétiques alimentaires, les techniques agricoles qui économisent le travail manuel sont susceptibles d'améliorer l'adéquation des régimes alimentaires, tout comme les projets de conservation des eaux et de foresterie, qui diminuent le temps et l'énergie nécessaires pour assurer l'approvisionnement en eau ou en bois de feu.

4) **Mesures à l'échelle de l'individu:** pour comprendre dans quelle mesure les interventions agricoles aboutissent à une amélioration des régimes alimentaires, il est nécessaire de surveiller l'état de l'alimentation des individus. Cet état est une donnée complexe en raison de sa nature multidimensionnelle. Aussi les nutritionnistes ont-ils élaboré des techniques permettant d'agrèger les données sur les régimes alimentaires en un seul et unique indice. Cela comprend des indices sur l'apport en nutriments comparé aux besoins, comme la probabilité moyenne d'adéquation, et des indices de qualité du régime alimentaire basés sur les apports par groupe alimentaire, tels que le Healthy Eating Index (États-Unis). Ces indices ont été utilisés pour évaluer les interventions et surveiller l'évolution des régimes alimentaires à l'échelle d'une population. Cependant, comme pour toutes les mesures synthétiques, l'agrégation des données entraîne une perte d'information et impose d'apprécier le poids à attribuer à chaque élément.

5) Collecter des données sur le régime alimentaire représente un long travail et nécessite des enquêteurs formés. L'ampleur des coûts que cela entraîne a conduit à réaliser d'importants travaux de recherche sur des indicateurs indirects plus simples de la qualité de l'alimentation, tels que le score de diversité du régime alimentaire des femmes. Pour collecter les données, ces derniers substituent à la méthode du rappel détaillé sur 24 heures des outils simples mesurant la fréquence de consommation des aliments; ils ont été validés en référence à des résultats variés, tels que ceux des indices synthétiques d'apports en nutriments mentionnés précédemment. Les mesures indirectes sont généralement bien corrélées avec ceux-ci, mais leur capacité prédictive est faible. Les autres problèmes rencontrés sont notamment le manque de seuils universels pour déterminer les régimes alimentaires adéquats dans l'ensemble des pays, et l'erreur introduite par les apports en petite quantité, lesquels gonflent les scores de diversité alors qu'ils ne présentent aucun intérêt nutritionnel.

6) **Mesures à l'échelle du ménage:** la plupart des interventions agricoles qui aboutissent à une amélioration des régimes alimentaires y parviennent en agissant sur la sécurité alimentaire des ménages, laquelle est également un phénomène multidimensionnel. Plusieurs types d'indicateurs ont été élaborés pour évaluer cette sécurité: 1) la quantité d'énergie alimentaire dont le ménage dispose; 2) la pauvreté alimentaire, qui compare la valeur de la consommation alimentaire d'un ménage au coût d'un assortiment de denrées standard, ajusté sur l'apport énergétique; 3) les mesures indirectes de la diversité des apports alimentaires au niveau du ménage, telles que le score de consommation alimentaire. Les deux premiers types d'indicateurs sont fondés sur des données issues d'enquêtes sur le revenu et les dépenses des ménages, couramment utilisées dans la surveillance de la pauvreté. Le troisième type a recours à des modules d'enquête bien plus courts sur la fréquence de consommation alimentaire au niveau des ménages. Aucune de ces mesures ne renseigne sur la répartition au sein du ménage, aussi est-il toujours nécessaire d'évaluer le régime alimentaire pour voir si les améliorations à l'échelle du ménage se retrouvent au niveau individuel.

7) **Mesures à l'échelle d'une population:** les mesures de l'approvisionnement alimentaire à l'échelle nationale aident à comprendre la dimension de la sécurité alimentaire relative aux disponibilités. La méthode du bilan des disponibilités alimentaires de la FAO permet de calculer le total des denrées disponibles pour la consommation humaine pour une liste de produits de base. La quantité d'énergie fournie par ces aliments est ensuite divisée par la taille de la population afin d'estimer les calories disponibles par habitant. La FAO utilise ce calcul, ainsi que des informations sur les besoins énergétiques et des mesures de variation établies à partir d'autres données, pour créer son indicateur de prévalence de la sous-alimentation. D'autres organismes ont exploité les données d'approvisionnement alimentaire afin d'évaluer les quantités de nutriments spécifiques disponibles dans cette offre alimentaire ou d'apprécier la qualité globale de celle-ci. Ces mesures permettent des comparaisons nationales dans le temps, mais n'apportent aucune indication sur la distribution de l'insécurité alimentaire à l'intérieur d'un pays.

8) **Systèmes employés pour la collecte des données:** un certain nombre de systèmes actuels de collecte de données contribuent à notre compréhension du rôle de l'agriculture dans l'alimentation. L'enquête démographique et sanitaire (EDS), financée par l'USAID, collecte des données de fréquence de consommation alimentaire (concernant les enfants et, précédemment, les femmes) à partir desquelles on calcule des scores de diversité des apports alimentaires, et recueille également des informations sur les aspects anthropométriques, les pratiques d'alimentation des enfants et l'anémie. L'enquête par grappes à indicateurs multiples (EGIM) de l'UNICEF recueille des données similaires et les deux systèmes se coordonnent souvent pour éviter le travail en double. L'étude sur la mesure des niveaux de vie, de la Banque mondiale, exploite les enquêtes sur le revenu et les dépenses, lesquelles comprennent un module de consommation portant sur les disponibilités alimentaires au niveau des ménages. L'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) du PAM collecte des données sur la sécurité alimentaire des ménages au moyen d'enquêtes nationales complètes et d'enquêtes sur les situations d'urgence, et par l'entremise d'un système de surveillance en continu. La base de données FAOSTAT centralise, à partir de sources agricoles, des informations qui englobent aussi les disponibilités alimentaires nationales.

II. Recommandations en matière de politiques

9) Pour évaluer les programmes et politiques agricoles, il faut analyser les effets directs des interventions. Il est nécessaire de clarifier à quel niveau du modèle causal les interventions opèrent et ce qu'elles prévoient de changer. Évaluer les effets directs d'une intervention permet de comprendre si les objectifs ont été atteints. Les impacts peuvent aussi être mesurés, mais il est probable que cela conduise à s'arrêter sur des facteurs non pris en compte par le programme. Ainsi, utiliser l'anthropométrie pour évaluer une intervention agricole peut être trompeur car l'état nutritionnel dépend aussi de la santé, de l'assainissement et des soins.

10) Rechercher la collaboration dans la mise en œuvre des enquêtes. Une opération de collecte de données fiables coûte cher, aussi devrions-nous rechercher les effets de synergie entre organismes chaque fois que cela se peut. La première approche possible consiste, pour un organisme, à financer un module que l'on ajoutera à une enquête existante. Ainsi, le PAM a commandité les modules portant sur la fréquence de consommation alimentaire qui figurent dans les enquêtes réalisées par la Banque mondiale dans le cadre de l'étude sur la mesure des niveaux de vie. Cette solution est bien plus économique pour le PAM que si l'organisme avait dû financer des enquêtes à l'échelle nationale, et la Banque mondiale y gagne des données sur lesquelles effectuer des analyses complémentaires au niveau des pays.

11) Rechercher la collaboration dans l'élaboration des instruments et des indicateurs. Les variantes spécifiques d'une classe d'indicateurs, comme la diversité des apports alimentaires, utilisent des éléments de données similaires. Une plateforme de collecte harmonisée peut être utile pour calculer différents indicateurs d'une même classe à partir des mêmes données, et permet d'établir quel est l'indicateur qui fonctionne le mieux. La FAO et le PAM ont ainsi harmonisé leurs instruments de collecte de façon à calculer leurs indicateurs de diversité respectifs à partir des mêmes données.

12) Intégrer plusieurs indicateurs et fournir des informations sur les coûts dans les nouveaux travaux de validation. Bien souvent, les chercheurs concentrent leur travail de validation sur un indicateur récemment conçu, mais les «mesures étalons» employées, les critères d'appréciation du succès et les données par pays utilisées varient largement. Il est donc difficile d'en tirer des conclusions sur l'efficacité respective des indicateurs. On a besoin d'une recherche intégrée, qui permette une meilleure comparaison entre les différents types d'indicateurs. On a justifié une grande partie des tests d'indicateurs indirects au motif que la «mesure étalon» de l'apport alimentaire (le rappel sur 24 heures, par exemple) était trop coûteuse. Or, le coût de l'approche indirecte est rarement communiqué, ce qui limite notre capacité à prendre des décisions utiles sur l'indicateur à privilégier.

13) Lancer de nouvelles recherches sur l'élaboration d'indicateurs de la dépense calorique. Il n'existe pas de bonnes méthodes de terrain permettant d'évaluer la dépense calorique, laquelle est essentielle pour apprécier l'adéquation du régime alimentaire d'un individu. Notre approche, testée aux États-Unis, utilise un journal sur 24 heures et fusionne les informations ainsi recueillies avec des valeurs de référence sur le coût énergétique des activités. Des adaptations et des expérimentations seront nécessaires avant d'opter pour l'utilisation de cette méthode ou d'autres dans le contexte des pays à faible revenu.

14) S'intéresser davantage à la réduction du coût de la «mesure étalon» plutôt que d'élaborer des indicateurs indirects à moindre coût. Les avancées technologiques ouvrent de nouvelles possibilités dans la mise en œuvre des enquêtes. Le téléenseignement peut aider au renforcement des capacités nécessaires pour mettre en place des modules complexes. Les smartphones et les tablettes offrent des applications susceptibles de simplifier la réalisation des entretiens, de réduire le nombre d'erreurs de saisie et le coût d'acquisition des données, et d'accélérer la transmission des celles-ci. Compte tenu de ces évolutions, et de la médiocrité des performances obtenues par nombre de mesures indirectes du régime alimentaire, il est probable qu'une stratégie à long terme qui viserait à élaborer des procédures de mesure faisant appel aux techniques les plus récentes serait plus économique que de continuer à mettre l'accent sur les approches indirectes.

15) Faire appel à des groupes d'experts représentatifs pour parvenir au consensus sur des indicateurs spécifiques et sur une approche globale de la mesure. Les individus et les organismes conçoivent des attachements et forment même des groupes de soutien à certains indicateurs. Mais il existe trop de variations d'indicateurs spécifiques. Pour plus d'efficacité dans l'acquisition progressive de connaissances sur les changements de régime alimentaire, nous devrions développer la normalisation des méthodes qui servent à collecter, analyser et interpréter les données des indicateurs. Les groupes d'experts composés de divers sous-ensembles de spécialistes venus d'horizons disciplinaires et de pays différents que financent conjointement les organismes intéressés peuvent faciliter cette approche. Les résultats de ces groupes d'experts doivent être largement distribués, y compris aux éditeurs de revues universitaires, de sorte que les chercheurs, les fonctionnaires des différents organismes et ceux des ministères adoptent des méthodes communes pour collecter et analyser les données.

16) Accorder une attention particulière au problème des seuils dans l'évaluation de la sécurité alimentaire. De nombreux indicateurs ont été validés à l'aide de mesures continues, mais il est indispensable de définir des seuils pour que l'on puisse déterminer l'ampleur d'un problème et compter les personnes concernées. Ces seuils doivent résulter d'une appréciation, or, trop souvent, les limites ont été déterminées au coup par coup. Il est nécessaire que les groupes interdisciplinaires d'experts apprécient où les limites doivent être placées et communiquent en toute transparence la méthode et le raisonnement qui sous-tendent leur choix. Au minimum, les groupes doivent comprendre des spécialistes de la nutrition, de l'économie, des communications et des domaines d'action publique.

17) Maintenir un ensemble d'indicateurs divers pour la surveillance des populations. Des indicateurs divers permettent une triangulation et une meilleure compréhension des changements. Le score de diversité du régime alimentaire des femmes serait utilisé de manière généralisée à condition d'être maintenu dans les cadres d'enquête de l'EDS et de l'EGIM. Le score de consommation alimentaire fournit un moyen simple de surveiller la diversité de la consommation alimentaire des ménages et devrait être conservé dans le système d'enquête du PAM pour l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité, en plus de l'étude sur la mesure des niveaux de vie. Chaque fois que possible, cette dernière devrait commencer à expérimenter la méthode du rappel sur 24 heures sur un individu cible du ménage. Cela permettrait de mieux comprendre comment on passe des disponibilités alimentaires du ménage à la consommation individuelle. Enfin, l'utilisation des données du bilan des disponibilités alimentaires et le calcul de l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation qui leur est associé devraient être maintenus, car ils fournissent des indications sur la dimension de la sécurité alimentaire relative aux disponibilités.